

Cigéo : «Le gouvernement reprend les choses en main»

Le secrétaire d'Etat à l'Ecologie était en visite à Bure, hier matin. Après une rencontre avec les élus locaux, il a pu découvrir les installations de l'Andra, en surface et à 500 m de profondeur.



«L'enfouissement est la moins mauvaise des solutions pour traiter le problème des déchets», a souligné Sébastien Lecornu.



Le représentant du gouvernement est descendu dans le laboratoire souterrain de Bure. (Crédit : Arnaud Bouissou/TERRA)

Etat de siège, hier, autour des installations de l'Andra à Bure et à Saudron. Des dizaines de gendarmes entouraient en effet le laboratoire et l'Espace technologique, afin de sécuriser la visite de Sébastien Lecornu, secrétaire d'Etat auprès de Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire. Une visite pour «se rendre compte du projet sur le terrain, avant le comité de haut niveau prévu le 7 mars à Paris», selon son entourage.

Une dette de la Nation envers le territoire

Si le secrétaire d'Etat n'a pas fait d'annonce fracassante, il a rappelé les propos tenus récemment par son ministre de tutelle. «On utilise tous l'électricité nucléaire, donc on a tous une responsabilité individuelle. L'enfouissement est la moins mauvaise des solutions pour traiter le problème des déchets. Le président de l'Autorité de sûreté nucléaire a également souligné dans son rapport qu'il s'agit du projet le plus raisonnable. Aujourd'hui, il n'existe pas d'autre solution satisfaisante», a lancé Sébastien Lecornu devant

un parterre de journalistes. Et si, au cours de son rapide séjour haut-marno-meusien, le représentant du gouvernement est descendu dans le laboratoire souterrain de Bure, sa venue avait surtout pour ambition de rencontrer les élus locaux.

«Ce territoire va porter un projet national, il est donc naturel d'aborder les questions de fiscalité (lire en encadré) et de projet de territoire. Nous avons eu une discussion approfondie avec les élus, pour étudier le devenir de ce territoire. C'est ce que doit la Nation à ce territoire qui porte l'effort national», a insisté le secrétaire d'Etat, qui a annoncé sa volonté de réunir désormais le Comité de haut niveau deux fois par an. De quoi rencontrer plus souvent l'ensemble des acteurs du projet Cigéo.

A la sortie de sa rencontre avec le secrétaire d'Etat, Bruno Sido, sénateur de la Haute-Marne, était, lui, ravi de cet entretien. «Le gouvernement reprend les choses en main. Ça fait trois ans qu'il ne se passait plus rien, car la ministre (Ségolène Royal, Ndlr) ne voulait pas se mouiller sur ce projet. Il y en eu d'autres

avant elle, mais à chaque fois, ça fait perdre du temps. Et on l'a vu avec Notre-Dame-des-Landes, avec un projet qui dure 50 ans, les opposants ont le temps de s'installer et c'est foutu. Il faut avancer, sans se précipiter, mais il faut avancer.»

«Les oppositions radicalisées sont inacceptables»

Malgré l'absence de deux élus locaux de poids, François Cornut-Gentille et Gérard Longuet, les élus ont pu demander plus de moyens de sécurité sur place, afin de se prémunir d'une opposition de plus en plus virulente.

«On a le droit de s'opposer», a rappelé Sébastien Lecornu. «Mais dans un Etat de droit, il existe des moyens légaux pour le faire. Les oppositions radicalisées sont inacceptables. Les actes de délinquance ont vocation à être traduits devant les tribunaux.»

Ce ne sera pas le cas cette fois-ci pour les 30 militants qui ont manifesté dans le champ devant l'Espace technologique, pendant la visite gouvernementale. «On voulait juste faire un peu de bruit pour que le ministre

entende ce qu'on a à dire. Les hommes politiques de haut niveau se déplacent rarement, alors quand ils sont là, on y est aussi !», lancent des opposants, qui ont été repoussés par les gendarmes mobiles.

«Mais l'objectif a été atteint : les gendarmes auront leurs chaussures à laver ce soir !», plaisantent Jacques Leray, membres de l'association des élus opposés au projet.

Des opposants, qui ont été snobés par le secrétaire d'Etat. Durant sa visite, Sébastien Lecornu est en effet passé devant la Maison de la Résistance de Bure et le bois Lejuc, mais sans prendre le temps de discuter avec les militants qui y sont installés. «Ce n'est pas simplement en passant qu'il connaît notre point de vue. Sa visite, c'est un non-événement. De toute façon Nicolas Hulot n'est pas prêt à consentir quoi que ce soit», conclut les opposants, en rappelant que leurs quatre demandes d'entretien avec le ministre écologiste sont restées lettres mortes...

P.-J. P.



Quelle fiscalité pour le territoire ?

Autant le dire tout de suite, la visite de Sébastien Lecornu n'a pas révolutionné les accords passés. «On a un deal», rappelait Bruno Sido après sa rencontre avec le représentant du gouvernement. «C'est 40 % pour la Haute-Marne et 60 % pour la Meuse. Et ça ne devrait pas bouger. On s'entend très bien avec les Meusiens, donc il n'y aura aucun problème. Reste tout de même à affiner ce "deal" avec la répartition par commune.

Si, pour lui, la question de la fiscalité ne sera pas un problème, le sénateur haut-marnais entend bien se battre pour maintenir le GIP le plus longtemps possible. «Normalement, il devrait disparaître avec l'arrivée de la fiscalité. Mais on demande à ce qu'il reste en place. Parce que par rapport à tout ce qui a déjà été investi ici, ce n'est pas grand-chose, mais surtout parce qu'il est utile. Les conseils départementaux n'en ont pas besoin pour assurer leurs missions. Mais les fonds du CIR ont permis de mener à bien des projets qui